



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 1 sur 9



**Subject** : documents en vue de la réunion chez A.E.

**From** : Andrey Pavlov <ap@qdmgroup.ru>

**Date** : 06.09.2012 5 : 11

**To** : Madi Ismailov (madi-ast@mail.ru) <madi-ast@mail.ru>

Madi,

Comme convenu, ci-joint les textes documents que je vous prie avec insistance d'imprimer. Je pourrai signer les lettres dans votre bureau.

Merci

Andrey Pavlov


Attachments :

---

Rapport AP RK.docx 18,7 kb

Action 210.doc 58,0 kb

Demande de consultations.doc 62,5 kb



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 2 sur 9




PROJET

## PLAN

de la réunion traitant des actions pénales en Russie à l'encontre de M.K.ABLYAZOV, devant le Directeur de l'Administration du Président de la République du Kazakhstan Monsieur MUSIN A.E. du 06 septembre 2012

*Rapport* : PAVLOV Andrey Alekseyévitch, conseiller de la SA « BTA Banque » en Russie, directeur de la société QUORUM

1. Achèvement de la première procédure pénale à l'encontre des co-auteurs les plus proches de M.K.ABLYAZOV. Le bien fondé de l'accusation. Position de l'accusateur public et du juge. Les possibles résultats des délibérés. Nécessité de coordonner les positions du procureur et du juge.
2. La place des faits particulièrement importants pour la SA « BTA Banque » et pour sa position juridique dans le texte du jugement.
3. Soupçons de pressions sur la justice afin d'éviter la condamnation.
4. Une action incidente mettant en cause une association de malfaiteurs, article 210 du Code pénal de la Fédération de Russie.



Strictement confidentiel

*La position des agents du Service fédéral de la Sécurité de la Russie vis-à-vis des dirigeants de la société « Evrasia Logistic ». La procédure devant le Tribunal de l'arrondissement Dorogomilovski de Moscou*

La procédure pénale N° 678510 à l'encontre des dirigeants de la société « Evrasia Logistic » Messieurs VOLKOV, VOROTYNTSEV, BELOV et BONDARENKO est en cours devant le Tribunal de l'arrondissement Dorogomilovski de Moscou. Cette procédure a été disjointe de l'action « principale » N° 280011 dont le Département des enquêtes du Ministère des affaires intérieures de la Russie est saisi.


Conformément à la procédure normalisée, le Service fédéral de la Sécurité de la Russie assure un accompagnement de type « contre espionnage »<sup>1</sup> du travail des organes d'instruction et de justice, afin de prévenir la corruption et les abus de pouvoir au quotidien. A cette fin, la Direction « M » a été créée au sein de la structure des organes de la FSB de la Russie, elle dépend directement du Directeur du service. Les enquêteurs et les juges sont particulièrement attentifs à l'avis des agents de cette subdivision au regard de leur rôle.

Monsieur TARAKANOV Mikhaïl, agent de la Direction « M » chargée du suivi du travail du Département des enquêtes du Ministère des affaires intérieures de la Russie a, à plusieurs reprises, porté une attention toute particulière à la procédure N° 280011 ouverte à l'encontre de M.K.ABLIAZOV et de ses complices. Ainsi, en 2011, à l'occasion de la certification des agents du Ministère des affaires intérieures de la Russie, il a présenté un avis défavorable sur l'enquêteur OURJOUNTSEV O.V. qui menait l'enquête dans le dossier d'ABLYAZOV. La Direction « M » du FSB de la Russie a notamment appris qu'OURJOUNTSEV avait étroitement collaboré avec des officiels de la République du Kazakhstan et qu'il avait été rémunéré à l'occasion de ce dossier pénal. Aux termes de l'enquête réalisée par TARAKANOV, le colonel de justice OURJOUNTSEV a été licencié du Ministère des affaires intérieures de Russie.

Actuellement, l'enquêteur BOUDILO N.N. a la charge de ce dossier. L'agent TARAKANOV a formulé des soupçons le concernant, également, il a notamment pointé une attitude « irrégulière » vis-à-vis de certains protagonistes du dossier. En règle générale, l'agent TARAKANOV communique ses « soupçons » aux supérieurs hiérarchiques de l'enquêteur : le chef du département Monsieur A.V.VYBORNOV et le chef de la direction Monsieur P.V.LAPSHOV, sans toutefois s'appuyer sur des éléments concrets. Néanmoins,

---

<sup>1</sup> Note du Traducteur : c'est en effet le terme de « contre espionnage » qui est utilisé dans le texte. D'après le sens du texte, il s'agit d'une autorité de supervision.




à la différence du cas de l'enquêteur OURJOUNTSEV (les faits compromettant n'ont pas été révélés), les supérieurs de l'enquêteur BOUDILO ont demandé que les faits concrets d'agissement irréguliers de l'enquêteur leur soient communiqués. Sans effet toutefois.

Selon le chef du département des enquêtes du Ministère des affaires intérieures de Russie, Monsieur A.V.VYBORNOV, l'agent TARAKANOV a soulevé à la fin du mois d'août 2012 la question des perspectives du dossier pénal à l'encontre de VOLKOV et les autres dont est saisi le Tribunal de l'arrondissement Dorogomilovski de Moscou. Ce faisant, il a fait la démonstration d'une brillante connaissance du dossier et d'une excellente maîtrise des questions complexes d'application des règles de procédure et de la loi pénale. On peut résumer ainsi la position de l'agent TARAKANOV : il demande le retour du dossier pour complément d'investigation afin de le joindre *incompréhensible (NDLT)* conformément aux normes légales. Du point de vue légal, la position de l'agent TARAKANOV est largement contestable, mais la même position a été exprimée par un des avocats dans ce dossier. Monsieur A.V.VYBORNOV a demandé à TARAKANOV de s'expliquer sur son excellente maîtrise du dossier, ce à quoi TARAKANOV a répondu qu'il l'avait bien étudié à l'époque de l'enquêteur O.V.OURJOUNTSEV. Or, ce n'est pas la vérité. Même si TARAKANOV ne prenait pas ouvertement la défense des mis en cause, rappelons que le retour du dossier pour complément d'information aurait pour conséquence la remise en liberté des personnes car le délai maximal de leur détention provisoire est arrivé à échéance et ne peut être prolongé au delà de la durée des audiences de jugement.

L'analyse de ce qui précède, quant au comportement de Mikhaïl TARAKANOV, agent de la Direction « M » de la FSB de la Russie, à ses connaissances exceptionnelles du dossier, à son manque de sincérité et à sa position rejoignant celle des avocats de la défense, - tout cela suscite des suspicions. Les éléments exposés ne sont évidemment pas suffisants pour déclarer que l'agent TARAKANOV s'est compromis avec les mis en cause, toutefois, son influence sur le tribunal et sur les enquêteurs est très importante. S'il sollicite (ou s'il a déjà sollicité) la présidente du tribunal, Madame FEDOROVA S.V., en demande de retour du dossier au Parquet, il y a fort à craindre que cette demande soit satisfaite.

Rapport pour information.



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 5 sur 9



## QUORUM

### Debt Management Group

Quorum Debt Management Group  
15, Borissoblebsky Pereulok, Bldg 3  
Moscow 121069 Russia  
Tél. : + 7 (495) 645 3901  
Fax : + 7 (495) 645 3902

### Administration du Président de la République du Kazakhstan

010000 Astana, Rive Gauche, Akorda

Copie à

### Parquet général de la République du Kazakhstan

010000 Astana, 8, rue Orynbor, entrée N° 2


N° du

*Nouvelle action à l'encontre de M.K.ABLIAZOV et les autres - au chef d'association de malfaiteurs*

Actuellement, le Département des enquêtes du Ministère des affaires intérieures de Russie procède à l'instruction du dossier pénal N° 280011 ouvert aux chefs d'abus particulièrement importants des biens de la SA « BTA Banque » sur le territoire de la Fédération de Russie. L'enquêteur BOUDILO N.N. est saisi de cette procédure.

Les mis en examen ne coopèrent pas à l'enquête, leurs complices continuent à s'activer pour vendre les gages frauduleux, sans craindre les poursuites. Vu, d'une part, la stratégie, choisie par les avocats des mis en examen, à savoir, l'amnésie des prévenus, et, d'autre part, l'insuffisance de preuves, les complices ne peuvent pas être poursuivis.

Il est possible de remédier à cette situation en requalifiant les faits en invoquant la création et la participation à une association organisée de malfaiteurs, le degré supérieur d'organisation des activités délinquantes (article 210 du Code pénal de la Fédération de Russie). Vu les faits, avec une qualification supplémentaire, les principaux mis en cause peuvent encourir la peine carcérale de 15 à 20 ans de détention dans une colonie de régime sévère. Rappelons que, conformément à la notice à l'article 210 du Code pénal de la



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 6 sur 9




Fédération de Russie, ceux qui collaborent à l'enquête, sont dispensés de la peine prévue par cet article et sont condamnés uniquement pour les délits commis.

La question d'une qualification supplémentaire a été soulevée à la réunion des forces de l'ordre de Russie, du Kazakhstan, d'Ukraine et de Lettonie à Almaty. L'enquêteur BOUDILO chargé de ce dossier et le procureur de tutelle s'accordent sur la nécessité de cette qualification, mais les dirigeants du Ministère des affaires intérieures de Russie et le Parquet général de Russie n'ont pas pris de décision sur cette question.

Vu ce qui précède, nous suggérons des consultations avec le Vice Ministre des affaires intérieures de Russie, le chef du Département des enquêtes Monsieur ALEKSEEV U.F. et le Vice Procureur de Russie Monsieur GRINEV V.A. en vue d'une action complémentaire à l'encontre de M.K.ABLIAZOV et de ses complices, aux chefs de l'article 210 du Code pénal de la Fédération de Russie.

Le Directeur Andrey Pavlov



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 7 sur 9



## QUORUM

### Debt Management Group

Quorum Debt Management Group  
15, Borissoblebsky Pereulok, Bldg 3  
Moscow 121069 Russia  
Tél. : + 7 (495) 645 3901  
Fax : + 7 (495) 645 3902

### Administration du Président de la République du Kazakhstan

010000 Astana, Rive Gauche, Akorda

Copie à

### Parquet général de la République du Kazakhstan


010000 Astana, 8, rue Orynbor, entrée N° 2

N° du

*Procédure pénale à l'encontre de M.K.ABLIAZOV et de ses complices de la société  
« Evrasia Logistic »*

La procédure pénale N° 678510 à l'encontre des dirigeants de la société « Evrasia Logistic » Messieurs VOLKOV, VOROTYNTSEV, BELOV et BONDARENKO est en cours de jugement au Tribunal de l'arrondissement Dorogomilovski de Moscou pour des faits de vol de plus de 800 millions de US dollars au préjudice de la SA « BTA Banque » sous prétexte de prêts fonciers relatifs aux terrains dans le district de Domodédovo (région de Moscou). La victime : la SA « BTA Banque » est représentée par la société « QUORUM » dûment habilitée (Convention du 12 mars 2011). Madame FEDOROVA S.V., - pour le président du tribunal - a la charge de ce dossier. L'examen des preuves est en cours d'achèvement. Le procès commencera le 12 septembre 2012. Quelques jours plus tard, le tribunal délibèrera.

Au stade de l'instruction, les mis en examen n'ont pas reconnu les faits, n'ont pas fait de déclarations véridiques, ont fait tout pour induire les juges en erreur concernant les faits, n'ont pas réparé le préjudice et n'ont pas l'intention de le réparer. Néanmoins, ils ont bien voulu – à l'occasion de la « parole en dernier » – « s'excuser auprès de la SA « BTA



Banque » pour ce qui a été fait ». Les prévenus couvrent systématiquement le chef de ce groupe délinquant organisé, M.K.ABLYAZOV, et les dirigeants des sociétés, des trusts et des comptes bancaires d'ABLYAZOV, y compris le dirigeant de la société « East Bridge Capital » A.UDOVENKO, contre toute évidence. Les prévenus VOLKOV et VOROTYNTSEV, détenus, refusent de faire des dépositions sur le fond, alors que BELOV et BONDARENKO font des déclarations floues et évasives, évitent les questions directes des juges et du procureur, cherchent à minimiser leur rôle dans les faits et en appellent à la pitié et à l'empathie du tribunal.

Cette stratégie des prévenus les a, en partie, aidé à façonner la position de l'accusateur public, qui officieusement n'a pas jugé pertinente la peine privative de liberté pour BELOV et BONDARENKO, et s'est exprimé en faveur d'une peine relativement clémente : 6 ans d'emprisonnement pour VOLKOV et VOROTYNTSEV. Cela signifie que ces derniers pourront bénéficier d'une libération anticipée conditionnelle au terme de 3 années d'incarcération (ils sont détenus depuis le 18 mars 2010, soit 2,5 ans).

Vu ce qui précède, la société Quorum se croit obligée d'attirer l'attention sur l'importance du verdict et sur la nécessité d'organiser des consultations avec le Parquet général de Russie et avec la Cour suprême de Russie.

Ainsi, dans notre rôle de conseil de la victime, il convient de fournir au tribunal des considérations relatives à la peine à infliger aux prévenus. La position de la banque doit s'accorder avec l'accusateur public.

Par ailleurs, vu que le verdict dans ce dossier créera un précédent dans les affaires civiles de recouvrement d'actifs dont la SA « BTA Banque » a été spoliée, il est important que le texte du jugement mentionne les faits que la victime invoquera au cours des débats. Il s'agit, notamment, de la méthode permettant d'éviter de restituer les terrains volés à la SA « BTA Banque » : elle consiste à mettre fin aux droits de la banque suite au transfert en 2008 de la dette née des contrats de prêt, (ce que les prévenus ignoraient soit disant,) et que les droits de la banque s'étaient éteints un an avant les faits de vol. Alors que l'examen du dossier a permis d'établir que dès 2011 les subalternes des prévenus avaient cherché à porter des modifications aux contrats d'hypothèque suite à ce transfert de la dette et qu'ils étaient parfaitement informés des nouveaux débiteurs. La victime avait déjà demandé au tribunal d'en faire état dans le texte du jugement. Elle s'attachera à attirer l'attention des juges à ce sujet, au cours de l'audience.

Nous rappelons également que les avocats de la défense sollicitent le retour du dossier au parquet, avant tout jugement, pour le joindre à un autre dossier pénal intéressant les prévenus. Cette espèce de construction juridique artificielle aura pour effet la libération des détenus en raison de l'expiration du délai maximal de détention provisoire, ce qui leur permettra d'échapper à la justice.



TRADUIT DU RUSSE

NE VARIETUR N° 1091 J 14

Page 9 sur 9



Nous estimons que les problèmes soulevés ci-dessus méritent d'être examinés. Par conséquent, la société QUORUM demande d'organiser des discussions et des consultations qui s'imposent.

Le Directeur

Andrey Pavlov

**Subject:** Документы для совещания у А.Е.  
**From:** Andrey Pavlov <ap@qdmgroup.ru>  
**Date:** 06.09.2012 5:11  
**To:** Мади Исмаилов (madi-ast@mail.ru) <madi-ast@mail.ru>

Мади,

В соответствии с договоренностью, направляю вам тексты документы, которые очень прошу Вас распечатать. Тексты писем я смогу подписать у Вас в кабинете.

Спасибо,

Андрей Павлов

— Attachments: —

---

Доклад АП РК.docx	18,7 KB
О возбуждении 210.doc	58,0 KB
Обращение о консультациях.doc	62,5 KB

## ПЛАН

совещания при Руководителе Администрации Президента Республики Казахстан Мусине А.Е. 06 сентября 2012 г. по вопросам уголовных дел в отношении Аблязова М.К. в России

*Доклад: Павлов Андрей Алексеевич, консультант АО «БТА Банк» в России, директор компании «Кворум»*

1. Завершение рассмотрения судом первого уголовного дела в отношении ближайших соучастников Аблязова. Доказанность обвинения. Позиция государственного обвинителя и судьи. Возможные варианты приговора. Необходимость координации позиции стороны обвинения и суда.
2. Отражение в приговоре суда особенно важных для АО «БТА Банк» и его правовой позиции обстоятельств.
3. Подозрение о давлении на суд с целью предотвращения вынесения приговора.
4. Дополнительное возбуждение уголовного дела о создании организованного преступного сообщества по ст.210 УК РФ.

*Позиция сотрудников Федеральной Службы Безопасности России в отношении руководителей компании «Евразия Логистик» и рассмотрения уголовного дела Дорогомиловским районным судом г. Москвы*

Дорогомиловским районным судом г.Москвы рассматривается уголовное дело №678510 в отношении руководителей компании «Евразия Логистик» Волкова, Воротынцева, Белова и Бондаренко, выделенное из «основного» уголовного дела №280011, находящегося в производстве Следственного департамента МВД России.

В соответствии с установленным порядком, Федеральная служба безопасности России осуществляет контрразведывательное сопровождение деятельности следственных и судебных органов, предотвращая случаи коррупции и злоупотребления полномочиями на каждодневной основе. Для этого в структуре органов ФСБ России создано Управление «М», подчиненное напрямую Директору службы. С учетом их положения, к мнению сотрудников этого подразделения следователи и судьи прислушиваются особенно.

Одним из сотрудников Управления «М», обеспечивающим контрразведывательное сопровождение деятельности Следственного департамента МВД России, Таракановым Михаилом, неоднократно проявлялось серьезное внимание к ходу расследования уголовного дела №280011, возбужденного в отношении Аблязова и иных лиц. Так, в ходе переаттестации сотрудников МВД России в 2011 году, им было составлено отрицательное заключение в отношении следователя Уржумцева О.В., возбудившего и активно расследовавшего уголовное дело в отношении Аблязова. В частности, по сведениям Управления «М» ФСБ России, Уржумцев тесно сотрудничал с различными официальными лицами Республики Казахстан и получал от них вознаграждение в связи с расследованием уголовного дела. В результате собранных Таракановым материалов, полковник юстиции Уржумцев был уволен из МВД России.

В настоящее время дело находится в производстве следователя Будило Н.Н., в отношении которого Таракановым также высказываются предположения о неслужебном поведении в отношении некоторых фигурантов дела. Эти

«подозрения» без какой-либо конкретной информации оперативник Тараканов сообщает непосредственным руководителям следователя – начальнику отдела Выборнову А.В. и начальнику управления Лапшову П.В. Между тем, в отличие от ситуации с Уржумцевым, когда якобы выявленные факты коррупции не рассекречивались, руководители Будило Н.Н. предложили предоставить конкретные факты неслужебного поведения следователя, однако этого так и не было сделано.

В конце августа 2012 года, Тараканов, по словам начальника отдела Следственного департамента МВД России Выборнова, решил обсудить перспективы рассмотрения Дорогомилевским районным судом уголовного дела в отношении Волкова и других. При этом, он обнаружил великолепные знания материалов дела и хорошо ориентировался в сложных вопросах применения уголовного-процессуального закона в этом деле. Позиция, изложенная Таракановым, сводилась к необходимости возвращения уголовного дела для дополнительного расследования в целях его соединения расследуемым уголовным делом в связи с требованиями закона. С правовой точки зрения, позиция, изложенная Таракановым, является весьма спорной, однако точно такая же позиция излагалась одним из защитников по делу. На вопрос Выборнова А.В. откуда Тараканов так хорошо знает материалы дела, он ответил, что изучал дело, когда оно находилось в производстве следователя Уржумцева О.В., что является неправдой. При этом, Тараканов не защищал подсудимых, однако при выполнении его предложения и возвращении дела следователю, находящиеся под стражей подлежат освобождению в связи с истечением предельного срока содержания под стражей, который может быть продлен на этой стадии лишь на время рассмотрения дела в суде.

Анализируя вышеизложенное, поведение сотрудника Управления «М» ФСБ России Тараканова Михаила, его необычная осведомленность о деле, неискренность и совпадающее с позицией защиты мнение о судьбе дела представляется подозрительным. Хотя изложенных фактов недостаточно для того, чтобы считать Тараканова заинтересованным в помощи подсудимым, его влияние на суд и следствие крайне высоко. В случае, если он обратится (или уже обратился) к председательствующей по делу судье Федоровой С.В. с предложением вернуть дело прокурору, существует реальная опасность выполнения этой просьбы.

Докладывается в порядке информации.



Quorum Debt Management Group  
15 Borisoglebsky Pereulok, Bldg 3  
Moscow, 121069, Russia  
Tel.: +7 (495) 645 3901  
Fax: +7 (495) 645 3902  
www.quorumdebt.com



№ \_\_\_\_\_ от \_\_\_\_\_ 201\_\_ г.

**В Администрацию Президента Республики Казахстан**  
010000, г.Астана, Левый берег, Акорда

**Копия: В Генеральную прокуратуру Республики Казахстан**  
010000, г. Астана, ул. Орынбор, д. 8, подъезд №2

*О дополнительном возбуждении уголовного дела в отношении Аблязова и других о создании ими организованного преступного сообщества*

В настоящее время Следственным департаментом МВД России расследуется уголовное дело №280011, возбужденное по фактам масштабных хищений средств АО «БТА Банк» Аблязовым и другими лицами на территории Российской Федерации. Дело находится в производстве следователя Будило Н.Н.

Обвиняемые по делу со следствием не сотрудничают, их пособники активно занимаются распродажей похищенных залогов, совершенно не опасаясь привлечения к уголовной ответственности. В связи с избранной защитой тактикой амнезии у обвиняемых их сообщники не могут быть привлечены к ответственности в связи с недостаточностью доказательств.

Эта ситуация могла бы быть кардинально изменена в случае квалификации действий преступников по ст. 210 УК России о создании и участии в деятельности


организованного преступного сообщества – высшей степени организации преступной деятельности. Исходя из обстоятельств дела, основные обвиняемые при дополнительной квалификации могут быть наказаны лишением свободы на срок от 15 до 20 лет колонии строго режима. При этом, согласно примечания к ст. 210 УК РФ, лица, сотрудничающие со следствием освобождаются от уголовной ответственности по данной статье и отвечают лишь за фактически совершенные преступления.

Вопрос о дополнительной квалификации деяния обвиняемых обсуждался в ходе совещания правоохранительных органов России, Казахстана, Украины и Латвии в г.Алматы и непосредственно расследующий дело следователь Будило Н.Н., а также надзирающий прокурор согласны с необходимостью такой квалификации, однако решения руководителей МВД России и Генеральной прокуратуры России по этому вопросу не принято.

В связи с изложенным, предлагаем рассмотреть возможность проведения консультаций с Заместителем министра внутренних дел России – начальником Следственного департамента Алексеевым Ю.Ф. и заместителем Генерального прокурора России Гринёв В.Я. о дополнительном возбуждении уголовного дела по ст. 210 УК РФ в отношении Аблязова и его соучастников.

Директор

Андрей Павлов



Quorum Debt Management Group  
15 Borisoglebsky Pereulok, Bldg 3  
Moscow, 121069, Russia  
Tel.: +7 (495) 645 3901  
Fax: +7 (495) 645 3902  
www.quorumdebt.com

№ \_\_\_\_\_ от \_\_\_\_\_ 201\_\_ г.

**В Администрацию Президента Республики Казахстан**  
010000, г.Астана, Левый берег, Акорда

**Копия: В Генеральную прокуратуру Республики Казахстан**  
010000, г. Астана, ул. Орынбор, д. 8, подъезд №2

*О рассмотрении уголовного дела в отношении соучастников Аблязова в компании «Евразия Логистик», г.Москва*

В настоящее время Дорогомиловским районным судом г.Москвы рассматривается уголовное дело №678510 в отношении руководителей компании «Евразия Логистик» Волкова, Воротынцева, Белова и Бондаренко, похитивших более 800 миллионов долларов США у АО «БТА Банк» под видом кредитов на приобретение земли в Домодедовском районе Московской области. Интересы потерпевшего – АО «БТА Банк» - по делу представляет на основании соглашения от 12 марта 2011 года компания «Кворум». Дело рассматривается и.о. председателя суда Фёдоровой С.В. Исследование доказательств в настоящее время завершается и 12 сентября 2012 года суд планирует перейти к прениям, а спустя несколько дней удалиться для постановления приговора.

В ходе рассмотрения дела, подсудимые своей вины не признали, правдивых показаний не дали, всячески старались ввести суд в заблуждение относительно фактов, причиненный ущерб не погасили и погашать не намерены, но высказали желание при произнесении последнего слова «извиниться перед АО «БТА Банк» за содеянное». Подсудимые последовательно покрывают руководителя организованной группы, совершившей преступление, Аблязова М.К. и лиц, управлявших компаниями, трастами и банковскими счетами Аблязова, в том числе руководителя компании «Ист Бридж Кэпитал» Удовенко А., несмотря на очевидные факты. Подсудимые Волков и Воротынцев, содержащиеся под стражей, уклоняются от дачи показаний по существу дела, а Белов и Бондаренко дают многочисленные расплывчатые показания, избегая давать ответы на прямые вопросы суда и обвинения, пытаются максимально принизить свою роль в совершенном преступлении и вызвать жалость и сочувствие суда.

Такая тактика подсудимых частично помогла им сформировать позицию государственного обвинителя, высказавшего вне процесса мнение о нецелесообразности назначения Белову и Бондаренко наказания, связанного с лишением свободы, а Волкову и Воротынцеву относительно мягкого наказания – 6 лет лишения свободы, то есть с возможностью условно-досрочного освобождения после отбытия 3 лет наказания (находятся под стражей в настоящее время с 18 марта 2010 года, то есть 2,5 года).

Учитывая изложенное, Компания «Кворум» считает необходимым обратить внимание на важность будущего приговора и провести в связи с этим консультации с Генеральной прокуратурой России и Верховным судом России.

Так, представляя интересы потерпевшего, необходимо представить суду соображения о наказании, к которому подсудимые должны быть приговорены, а позиция банка по этому поводу должна быть согласована с государственным обвинителем по делу.

Кроме того, в связи с преюдициальным характером приговора для рассмотрения гражданских дел по восстановлению активов, похищенных у АО «БТА Банк», важно включение в приговор ряда обстоятельств, которые будут озвучены потерпевшим в ходе прений. В частности, важнейшим способом

уклонения от возвращения АО «БТА Банк» похищенных земельных участков, стало заявление о прекращении всяких прав банка в связи с состоявшимся в 2008 году переводом долга по кредитным договорам, о котором, якобы, не было известно подсудимым, в связи с чем права банка прекратились еще за год до совершения хищения. Между тем, в ходе исследования материалов дела установлено, что подчиненные подсудимых еще в 2011 году собирались внести изменения в договоры ипотеки в связи с состоявшимся переводом долга и были прекрасно осведомлены о новых должниках. Об отражении этого в приговоре потерпевший уже попросил суд, и будет дополнительно акцентировать внимание суда в ходе прений.

Также необходимо отметить, что защитниками по делу заявляются ходатайства о возвращении уголовного дела прокурору без постановления приговора в связи с необходимостью его соединения с другим уголовным делом, расследуемым в отношении подсудимых. Такая искусственная юридическая конструкция повлечет освобождение находящихся под стражей подсудимых в связи с истечением предельного срока содержания и является способом избежать уголовной ответственности.

Полагаем, что поставленные нами вопросы требуют изучения, в связи с чем компания «Кворум» просила бы обсудить их и провести необходимые консультации.

Директор

Андрей Павлов